

Entrevue croisée avec Michelle Courtemanche et David Denton

Christian Gates St-Pierre

Number 35, 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1089842ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1089842ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des archéologues du Québec

ISSN

1190-9110 (print)

2564-2480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Gates St-Pierre, C. (2022). Entrevue croisée avec Michelle Courtemanche et David Denton. *Archéologiques*, (35), 59–70. <https://doi.org/10.7202/1089842ar>

Entrevue croisée avec Michelle Courtemanche et David Denton

Propos recueillis par **Christian Gates St-Pierre**

Née en 1956 à Montréal, Michelle Courtemanche est l'une des cofondatrices de l'Ostéothèque de Montréal et, en parallèle, a fait carrière à l'Agence Parcs Canada, principalement au Fort-Chambly. Né en 1950 à Toronto, David Denton a principalement œuvré comme archéologue au service du Gouvernement de la Nation crie d'Eyou Istchee.

Christian Gates St-Pierre – Merci d'avoir accepté de participer à cette entrevue croisée, Michelle et David. Jusqu'à la dernière minute j'ai eu l'espoir de pouvoir la mener en personne, mais encore une fois la pandémie de COVID-19 en a décidé autrement.

J'aimerais amorcer cette entrevue comme à l'habitude, c'est-à-dire en vous demandant par quel chemin vous êtes-vous rendus non à Rome, mais à l'archéologie? Aviez-vous déjà un intérêt pour ce métier durant votre jeunesse?

Michelle Courtemanche – Ce qui m'a amenée à l'anthropologie, c'est Jane Goodall et ses chimpanzés. Adorant les animaux, je m'imaginai en Afrique berçant des petits primates! Mais vers la fin de mes études de baccalauréat, je me suis dit que ce n'était pas très réaliste. Je me suis donc inscrite à l'école de fouilles du Département d'anthropologie de l'Université de Montréal, que diri-

geait Norman Clermont à l'époque, avec Claude Chapdelaine comme assistant. Mais je ne peux pas dire que j'ai aimé faire du terrain. C'était intéressant, mais je trouvais que ça manquait d'imprégnation, et je n'aimais pas la gestion de terrain. J'avais l'impression qu'en fouille, on est toujours pressé dans le temps, on manque toujours de moyens et on ne peut jamais faire les choses comme on le souhaite.

Norman Clermont savait que j'étais la fille d'Albert Courtemanche, connu pour ses travaux en ichtyologie. Il a pensé que l'étude des poissons provenant de sites archéologiques pourrait m'intéresser. Il m'a mis en contact

avec Michèle Julien qui, au début des années quatre-vingt, s'activait à mettre sur pied l'Ostéothèque, hébergée à l'époque par l'Université McGill. Elle m'a alors proposé de monter une collection de référence pour les poissons. Elle avait travaillé sur des restes de mammifères de la Pointe-du-Buisson et, vu la quantité de restes de poissons sur le site, elle trouvait important de constituer une collection de ce groupe de vertébrés. C'est d'ailleurs en allant visiter les installations de l'Ostéothèque à McGill que j'ai rencontré David pour la première fois.

David Denton – Oui, je m'en souviens, c'était le sous-sol de Purvis Hall! D'ailleurs, presque toutes les filles de l'Ostéothèque ont travaillé avec moi dans le Nord, à Caniapiscau, à cette époque-là.



Michelle Courtemanche
parmi les collections de l'Ostéothèque
de Montréal, vers 2004.

(Photo : Hélène-Marie Heyges)

MC – J’ai donc accepté de monter cette première collection de référence de squelettes de poissons. Mais je n’avais aucune expérience en termes de préparation de squelettes. À l’Ostéothèque de Montréal, on a vraiment tout appris sur le tas, je dirais même sur le tas d’os!

CGS – Mais dis-moi, Michèle Julien arrivait d’où au juste?

MC – De la Mauricie! C’était une archéologue qui avait fait sa maîtrise sur l’analyse de la faune de la Station-4 de la Pointe-du-Buisson. Pour ce faire, elle avait utilisé la collection ostéologique de la Faculté de médecine vétérinaire de l’Université de Montréal à Saint-Hyacinthe, une collection très incomplète, et celle du Musée de la nature à Ottawa. Vers 1981, Michèle Julien, en collaboration avec Marie Ferdaï, ont voulu créer une collection ostéologique spécifiquement pour les archéologues et installée à Montréal. Marie Ferdaï est ensuite partie travailler pour Hydro-Québec, tandis que Michèle Julien partait pour faire son doctorat à Toronto, vers 1982 ou 1983, en me disant: « Je te laisse l’Ostéothèque »! Comme j’y étais déjà très impliquée, notamment en établissant des liens avec des biologistes pour obtenir des spécimens, j’ai accepté. D’autres se sont ensuite joints à nous, dont Claire St-Germain, Louise Godin, Évelyne Cossette, Charles-Henri Hudon, etc. Surtout des filles. On nous appelait d’ailleurs « les filles de l’Ostéothèque »!

L’Ostéothèque de Montréal est donc née à l’Université McGill, au sein du *Centre for Northern Studies and Research*. Mais ce centre a plus tard été fermé et juste avant de partir pour Toronto, Michèle Julien avait entrepris des démarches pour trouver un nouvel emplacement pour loger l’Ostéothèque. Elle avait d’abord approché Norman Clermont à l’Université de Montréal, mais il ne s’était pas montré intéressé. Elle a ensuite contacté Patrick Plumet, qui nous a tout de suite accueillis à l’UQAM. On avait même créé le tout premier cours de zooarchéologie à l’époque, et c’est Évelyne Cossette qui l’avait donné. Mais on se rendait compte que la majorité des étudiants venait de l’Université de Montréal, non pas de l’UQAM. Avec le départ à la retraite de Plumet et certains changements qui s’annonçaient à l’UQAM, nous avons entrepris des démarches à nouveau auprès de l’Université de Montréal, où nous nous sommes installés en 2000.

Mais pour en revenir à mes motivations premières, ce qui m’a menée à la zooarchéologie, c’est cet intérêt pour la faune en général (je suis peut-

être une biologiste manquée!) et pour les relations entre les humains et les autres animaux, les poissons en particulier. Selon moi, la zooarchéologie permet d’accéder à cette relation.

DD – Moi je ne connaissais pas la carrière de ton père Michelle, alors j’aimerais savoir quelle influence il a eue dans ta jeunesse?

MC – Mon père est né en 1907, c’est une tout autre génération! Il avait presque 50 ans quand je suis née. C’est donc ce type d’homme qui s’est dédié totalement à sa carrière, celle de biologiste en l’occurrence. Au début de sa carrière, il était directeur de la Station biologique du Parc du Mont-Tremblant, donc chaque année nous passions nos étés là-bas, dans les Laurentides. J’ai baigné là-dedans. À un certain moment, mon père a changé de poste et il est devenu directeur du district de Montréal au sein du ministère de la Faune, ce qui à l’époque (dans les années 1960) voulait dire presque la moitié ouest du Québec. À l’époque, on connaissait peu la distribution des différentes espèces de poissons dans les eaux du Québec. Mon père et ses collègues comptent parmi les premiers à avoir créé des inventaires de poissons du sud du Québec. Là encore, mon père partait chaque été pour dresser ces inventaires, avec nous. J’étais donc constamment en contact avec ces gens, ces spécialistes de la faune aquatique. Même l’hiver, il partait les fins de semaine faire des inventaires de la pêche sous la glace, toujours avec nous, sa famille. Souvent, on revenait le dimanche soir avec des poissons vivants que mon père gardait dans le bain avant de les amener au laboratoire le lendemain matin. On ne prenait pas notre bain ces soirs-là!

CGS – Sans faire une analyse freudienne, avais-tu l’impression que tu allais chausser les chaussures de ton père en t’impliquant dans l’Ostéothèque?

MC – Je ne dirais pas que je voulais poursuivre son œuvre, mais c’était clairement une suite dans le même champ d’intérêt. Dans les années 1980, l’ostéologie des poissons était peu développée au Québec, même en biologie. Le seul qui avait travaillé sur ce sujet était Vianney Legendre¹. Il venait de prendre sa retraite, et il avait tout un caractère! J’ai pu avoir accès à lui grâce à mon père, sinon ça aurait été impossible. J’ai donc eu droit à des cours privés avec lui, une fois par semaine, et c’était spécial. Il y avait toujours un cérémoniel. Quand j’arrivais chez lui, je devais m’asseoir pour qu’il me fasse écouter de la musique classique. Ensuite, on travaillait un peu. Puis

on prenait une pause et on mangeait des pâtisseries françaises avec sa femme, après on retournait travailler. C'était comme ça à chaque fois. Mais il m'a beaucoup appris. On a travaillé ensemble sur la nomenclature des os de poissons, qu'il fallait faire pour débroussailler ce terrain². Pour moi, c'était le document de base nécessaire pour pouvoir faire l'identification des os de poissons provenant de sites archéologiques. Je pense que c'est d'ailleurs une de mes principales contributions à la recherche.

DD – Qu'est-ce qu'est devenue Michèle Julien? On a entendu toutes sortes de rumeurs à son sujet...

MC – Elle était partie faire son doctorat à l'Université de Toronto et j'espérais qu'à son retour elle puisse nous aider à développer l'Ostéotèque de Montréal, qui était encore toute récente et qui manquait de financement. Préparer des spécimens pour la collection, ça coûte des sous, même si on faisait beaucoup de bénévolat, parce qu'on y croyait. J'allais la voir régulièrement à Toronto, et je l'ai vue tranquillement faire une démarche personnelle qui l'a amenée à aller vivre dans un ashram aux États-Unis, près de New York, vers le milieu des années 1980. Aux dernières nouvelles, elle y était encore. Elle a donc complètement abandonné l'archéologie à ce moment. J'en ignore la raison exacte, mais c'est son choix.

DD – Wow!

CGS – Mais ce n'est pas la même Michèle Julien qui travaille en France sur les outillages en os paléolithiques, n'est-ce pas?

MC – Non, c'est son homonyme!

CGS – Je te poserais la même question David: qu'est-ce qui t'a amené à l'archéologie?

DD – Ça ne remonte pas du tout à mon enfance dans mon cas, ça s'est fait purement par hasard. J'avais d'abord étudié à l'université en littérature anglaise, mais après un an et demi je ne voyais pas où ça allait me mener, alors je suis parti voyager dans l'ouest du pays, jusqu'à Vancouver. C'était à l'automne de 1969, dans ma période «hippie». Je vendais le journal *The Georgia Straight* dans les rues de Vancouver. Au printemps suivant, je me suis déplacé vers le nord, à Prince-George. Mon père avait des contacts avec quelqu'un qui possédait une scierie non loin de là et j'y ai eu un emploi. Mais après cinq jours de travail, je suis parti, sur le pouce, vers Prince-Rupert. La personne qui m'a embarqué était un



David Denton à la rivière Eastmain, en 2003.
(Photo: Adrian Tanner)

archéologue, Don Harris, qui travaillait pour Parcs Canada. Il partait faire des fouilles au poste de traite de Fort-Saint-James. Il avait besoin de bras, alors il m'a offert une job et c'est comme ça que j'ai commencé! L'été suivant, j'ai travaillé pour lui aussi, et ensuite, j'ai passé un hiver à classer des clous et autres objets de métal dans un sous-sol du Keyes Building de Parcs Canada à Ottawa.

Ensuite, en 1973, j'ai été embauché pour travailler à la baie James par James Chism, qui s'occupait du programme d'archéologie de la baie James, comme assistant, puis remplaçant, je crois, de Laurent Girouard. C'est comme ça que j'ai commencé à travailler en archéologie dans le Nord québécois.

CGS – Mais j'ai vu dans ton CV qu'ensuite tu es retourné aux études, non?

DD – Oui, après le premier été à la baie James, je suis allé travailler à Québec à temps partiel, au Service de l'archéologie et de l'ethnologie du ministère des Affaires culturelles, à l'hiver de 1974. Là, j'ai suivi un cours en anthropologie à l'Université Laval, avec Daniel Chevrier comme chargé de cours. Ensuite, j'ai décidé de poursuivre mes études en anthropologie à l'Université McGill, avec Bruce Trigger. Il était un professeur très important. En plus d'être un chercheur brillant, c'était aussi le meilleur enseignant au Département d'anthropologie. Je ne sais pas comment il pouvait être aussi bon dans ces deux domaines. C'était remarquable. Il donnait d'excellents cours sur l'histoire de l'archéologie, sur l'évolution humaine, etc.

CGS – Moi aussi il m’a beaucoup influencé au niveau historique, théorique et épistémologique. Son livre sur l’histoire de la pensée archéologique³ reste encore à ce jour une des meilleures choses que j’ai lues en archéologie.

DD – Oui, c’est un livre vraiment super. C’était un génie, même quand il dormait! Durant les conférences à McGill, il avait souvent la tête penchée par en bas et semblait dormir. Mais à la fin, c’est lui qui posait les meilleures questions, toujours pertinentes et incisives! Comment faisait-il?

CGS – C’était peut-être sa façon de rester concentré durant les conférences! Mais dis-moi, est-ce qu’il y a eu d’autres chercheurs ou professeurs qui t’ont influencé dans ton parcours en archéologie?

DD – C’est surtout Trigger. L’archéologie processuelle était dans l’air du temps, mais Trigger nous montrait que l’archéologie ne pouvait consister à faire des généralisations abusives ou à présenter des lois universelles du comportement humain, mais devait plutôt chercher à recréer l’histoire des peuples. C’est une autre façon de penser que je trouvais plus intéressante. J’ai aussi été influencé par son analyse critique de l’archéologie, en montrant comment celle-ci est ancrée dans son milieu sociopolitique particulier, colonial notamment, et encore de nos jours.

CGS – De ton côté Michelle, à part les biologistes, est-ce qu’il y a d’autres personnes, d’autres chercheurs qui ont influencé ta réflexion ou ton parcours?

MC – Norman Clermont certainement, dont les cours étaient toujours des shows, même si je n’étais pas toujours d’accord avec ses idées. Je dirais aussi que la vision ethnohistorique m’a toujours intéressée, celle de Denys Delâge et d’autres, notamment pour la confronter à la vision archéologique: que nous disent les données historiques et archéologiques sur la faune? L’épreuve des faits, quoi! Et puis bien sûr certains zooarchéologues, comme Elisabeth Wing, qui a été une pionnière dans le domaine.

CGS – Est-ce que pour toi les données historiques et archéologiques sont plus souvent complémentaires ou plus souvent contradictoires?

MC – Un peu des deux. Mais quand on touche à la préhistoire, la mémoire des faits est avant tout matérielle, et les textes sont alors moins utiles, ce qui n’est pas le cas des périodes historiques, plus récentes, où les deux sources de données peuvent alors se contredire ou se compléter.

CGS – Les historiens et les archéologues ont chacun leurs biais, mais on dirait parfois que les deux pensent que leurs données sont meilleures, plus fiables et objectives que celles des autres, et parfois ça crée des impasses.

MC – Oui, les historiens doivent être plus critiques dans l’interprétation des textes, qui peuvent être remplis de déformations des faits. On ne peut pas prendre les *Relations des Jésuites* pour argent comptant: ces missionnaires avaient leurs biais et leurs agendas. Du côté des archéologues, c’est nous qui faisons parler les artefacts et qui transposons nos propres biais dans nos interprétations de ces objets. Mais j’ai vu ça en biologie aussi, c’est dans toutes les sciences, même les sciences pures! C’est la responsabilité de chaque chercheur de mesurer ses propres biais.

DD – Mais il y a une troisième source d’information qui est très importante: la tradition orale, qui a aussi ses propres biais évidemment. Pour moi, c’est au point de rencontre de ces trois types de sources (historiques, archéologiques, orales) qu’il se passe des choses intéressantes. C’est à cette intersection que je peux le mieux comprendre le passé des peuples autochtones, même pour les sites archéologiques les plus anciens, pas seulement les sites récents.

MC – J’appelle ça des «confrontations pacifiques», entre ce que chacune de ces sources nous dit.

CGS – Oui, ces formes de connaissances se complètent. Mais la tradition orale, sans bien sûr la dénigrer, peut néanmoins être analysée d’un point de vue critique, pour mieux la comprendre, comme tout autre type de données ou forme de connaissance, n’est-ce pas David?

DD – Ça dépend de ce que l’on veut faire. Si on veut raconter l’histoire culturelle comme le font les archéologues, à partir des données factuelles, historiques, c’est une chose. Mais dans la tradition orale, on retrouve aussi des systèmes de valeurs morales, des leçons sur les façons de vivre, des réflexions sur les relations entre les humains, les animaux et les esprits, ce qui est autre chose. Les archéologues aiment surtout travailler avec des chronologies, ce qui importe moins selon une perspective autochtone.

CGS – Michelle, est-ce qu’on peut parler de Parcs Canada?

MC – Oui, mais pas trop!

CGS – D’accord. Alors, comment es-tu arrivée à Parcs Canada dans ton parcours?

MC – S’occuper de l’Ostéothèque, c’était peu payant ! Même avec des programmes d’encouragement à l’emploi comme il y en avait à l’époque. Je devais donc trouver une autre source de revenus. Il y avait eu une ouverture de poste dont on m’avait parlé, en 1986 ; j’ai appliqué et j’ai eu le poste. J’ai d’abord travaillé de manière occasionnelle comme guide interprète sur différents sites historiques. Puis pour des raisons matrimoniales, je me suis retrouvée à Chambly, où je suis restée très longtemps, pour travailler au Fort-Chambly.

Mais ma formation en anthropologie et en archéologie ne m’a jamais quittée, et c’est pour cette raison que j’ai notamment développé la mise en valeur de la zooarchéologie au Fort-Chambly, tant dans les activités offertes que dans les expositions. De même pour l’histoire autochtone, que je voulais voir intégrée et présentée au-delà des stéréotypes et préjugés habituels. Je me souviens qu’à l’époque, il y avait une vitrine au Fort-Chambly qui montrait côte à côte un casque de militaire allemand et un scalp autochtone, suggérant (peut-être inconsciemment) une étrange association. Quand je suis arrivée à mon poste, une des premières choses que je me suis dites, c’est que cette vitrine devait être complètement refaite. Ça a pris des années, mais avec beaucoup d’insistance, on a pu faire changer le contenu de la vitrine pour quelque chose de beaucoup plus neutre : un wampum, signe de paix et d’alliance.

Je me souviens aussi de l’exposition *Pied d’orignal et sang de dragon : se soigner en Canada*, où je souhaitais surtout montrer qu’en Nouvelle-France, on intégrait des connaissances médicinales autochtones. Même chose avec l’exposition *Histoire d’os*, qui mettait en valeur les savoir-faire autochtones dans le travail de l’os. J’ai donc toujours tenté d’intégrer une perspective autochtone dans tout ce que l’on faisait au Fort-Chambly.

Ceci dit, je voulais ma permanence, mais je ne voulais pas avoir un emploi à temps complet. Je voulais toujours avoir une partie de l’année que je pourrais consacrer à l’Ostéothèque. Je n’étais pas du tout une carriériste.

CGS – Tu m’as déjà raconté une anecdote qui montre bien, comme Trigger le disait, que la politique est toujours présente en archéologie, d’une manière ou d’une autre. Dans les années 1970 et 1980, avec le mouvement nationaliste bien présent au Québec, il semble que Parcs Canada s’était empressé de classer des sites historiques au Québec, pour mieux asseoir la présence et la visibilité fédérale et mieux faire passer le message fédéra-

liste dans la province. Donc, il y a cette maison devenue le Lieu historique national de Sir-Wilfrid-Laurier, ancien chef du Parti libéral et septième Premier Ministre du Canada. Une maison qui en réalité n’est pas celle où a vécu Laurier, mais où aurait plutôt vécu son père ou son grand-père. Mais dans l’empressement politique de l’époque, on a tourné les coins ronds et procédé rapidement au classement de la maison, en lui accolant le nom de Wilfrid Laurier.

MC – Je ne peux pas me prononcer sur la manière dont ç’a été fait, puisque ça s’est passé avant mon arrivée. Mais il demeure que selon moi, dans un processus de mise en valeur, le critère de l’authenticité est très important. Ce genre de choses me préoccupe beaucoup, et il est clair qu’à l’époque c’était une décision très politique. Même si elle est parfois inévitable, la récupération politique des faits historiques m’a toujours inquiétée, incluant bien sûr dans les processus de mise en valeur. On pouvait tenter de contrer ces initiatives dans les discours que nous offrions aux visiteurs, mais on ne pouvait pas s’opposer aux décisions prises en haut de nous dans la hiérarchie de Parcs Canada. De la même manière, et bien que les choses s’améliorent de ce côté, je m’inquiétais aussi de la faible présence autochtone dans les choix et les processus de classement et de mise en valeur des lieux historiques nationaux, comme s’ils étaient absents de notre histoire nationale.

CGS – En effet, on a souvent tendance à croire que les Autochtones disparaissent soudainement du territoire (et de l’histoire) après l’arrivée des premiers Européens. Il est étonnant que l’on doive encore aujourd’hui rappeler l’existence de cette histoire autochtone post-Contact, et qui perdure jusqu’aujourd’hui. Cette histoire-là existe aussi.

MC – Moi ça me fait penser à la question de l’ethnoarchéologie, où les archéologues tentent, ou du moins tentaient, de comprendre et d’interpréter la préhistoire autochtone en observant les manières de faire et de vivre des Autochtones actuels. J’ai un malaise avec cette approche. Comment le perçois-tu David ?

DD – D’un côté, il s’agit d’une forme positive de reconnaissance du fait que l’on peut apprendre des choses en vivant avec ces gens qui possèdent, et qui perpétuent, des connaissances traditionnelles, et que l’on peut utiliser ces savoirs pour comprendre des phénomènes semblables dans le passé, d’un point de vue archéologique. D’un autre côté, je suis d’accord que c’est aussi problématique

de procéder à cette projection des savoirs dans le passé, de manière trop simpliste, voire essentialiste, comme si les Autochtones n'avaient jamais évolué.

Mon premier article publié portait d'ailleurs sur l'ethnoarchéologie au lac Kanaaupscow (celui qui est sous le réservoir LG-2 aujourd'hui)⁴. Ce travail constituait surtout une occasion pour moi de rencontrer des aînés et de travailler sur des sites récents, en partie dans le but d'interpréter des sites plus anciens, mais aussi pour documenter ces sites récents en eux-mêmes et mieux documenter l'histoire récente de la région, encore bien présente dans la mémoire des aînés. Cette archéologie du temps récent était considérée comme un genre à part à l'époque, un genre un peu différent de l'ethnoarchéologie.

Je me suis souvent interrogé aussi sur le sens du terme «ethnoarchéologie», à savoir notamment si ça pouvait désigner une forme d'«auto-archéologie», c'est-à-dire comment les Autochtones définissent et comprennent leur propre histoire à travers l'archéologie. Mais on a à peu près jamais vraiment fait ça. C'est un peu la même chose avec l'ethnohistoire, qui n'est pas une «auto-histoire», c'est-à-dire une histoire autochtone racontée par les Autochtones.

MC – En plus, on se demande toujours quand s'arrête l'ethnohistoire et à quel moment ça devient tout simplement de l'histoire? Mais pour en revenir à l'ethnoarchéologie, et à l'archéologie tout court, est-ce que les Cris s'intéressent à ce que les archéologues ont à dire à propos de leur histoire? Comment les communautés avec lesquelles tu collabores perçoivent ton travail?

DD – C'est une grande question! Est-ce que ces gens ont besoin de l'archéologie? Souvent, au départ, la réponse c'est non. Mais quand on est dans une situation où on peut parler de la lointaine parenté des gens, quand on peut leur montrer comment les événements relatés dans les histoires racontées laissent des traces sur le terrain, quand on peut montrer comment on peut en savoir davantage sur ces histoires orales en fouillant le sol, alors ça les allume plus. Et dans ce cas, ce ne sont pas nécessairement les objets les plus anciens qui les intéressent. Ce qui les intéresse, ce sont les liens qu'ils peuvent établir avec les ancêtres lorsqu'ils tiennent des artefacts dans leurs mains.

En contexte cri, c'est souvent parce que des lois exigent la réalisation de travaux archéologiques préventifs que l'on intervient. Mais dans

les terres de catégorie 1A, qui sont complètement contrôlées par les Cris, ces derniers ont réussi à transformer ces interventions archéologiques en projets communautaires, en projets pertinents pour la communauté. Et puis, bien sûr, cette appréciation de l'archéologie varie d'une communauté à l'autre, d'une personne à une autre. Souvent les aînés seront plus intéressés que les plus jeunes, par exemple.

MC – Est-ce que dès qu'on parle de généalogie et de parenté, ça intéresse plus les aînés que les jeunes?

DD – Oui, définitivement.

CGS – Mais c'est comme ça chez les Allochtones aussi, chez tout le monde. Les jeunes sont généralement peu intéressés par ces liens avec la parenté, surtout la parenté lointaine, jusqu'au jour où ils deviennent eux-mêmes parents et qu'ils ressentent le besoin d'enraciner ce lien filial dans des temps plus profonds.

Ceci dit, et sans vouloir généraliser à l'ensemble des nations et communautés autochtones, est-ce qu'on pourrait penser qu'après avoir occupé toute la place, les archéologues allochtones doivent prendre un pas de recul et laisser les communautés s'exprimer, les laisser raconter leur passé à partir des traditions orales et les écouter attentivement, avant que l'on puisse réellement travailler ensemble, collaborer dans la complémentarité des connaissances traditionnelles autochtones et des connaissances occidentales? Est-ce qu'on ne doit pas d'abord faire cet exercice d'écoute, d'humilité et de réflexivité avant de pouvoir construire de nouvelles relations de travail avec les Autochtones sur de nouvelles bases, une fois que nous aurons écouté et intégré ce qu'ils ont à nous dire?

DD – Oui, une critique souvent entendue, c'est que les archéologues n'ont pas su écouter les Autochtones, à la baie James notamment. Souvent dans les rencontres que j'ai eues avec les communautés crie, les aînés voulaient que leurs traditions orales soient entendues et considérées comment étant des éléments essentiels de leur histoire.

CGS – Ce qui d'autre part démontre, contrairement à ce que certains disent, que les Autochtones ne sont pas contre l'archéologie, qu'ils ne nient pas la pertinence ni l'utilité de l'archéologie, mais qu'ils veulent plutôt en avoir le contrôle lorsqu'elle concerne leurs ancêtres, leur histoire.

Mais pour en revenir à tes débuts de carrière David, est-ce que tu savais pendant tes études que

tu serais voué à retourner travailler dans le Nord, que ce soit à la baie James ou ailleurs? Est-ce que dès le début tu savais que c'est dans cette région que tu voulais travailler?

DD – Au début, c'était plus une question de circonstances, d'emplois ou d'occasions qui se présentaient. Mais il y a aussi eu des moments clés. Quand j'ai commencé en 1973, les Cris n'étaient pas impliqués dans les travaux archéologiques, même pas comme techniciens. Ça a commencé à changer en 1975 avec la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. En 1974, on menait des inventaires de dix semaines en canot, par équipes de deux ou trois personnes, sans aucun Autochtone. Quand j'y repense, je me souviens que j'avais toujours les pieds trempés et je m'étonne encore qu'on ait perdu personne en cours de route... On se faisait ravitailler une fois par semaine et on habitait dans des petites tentes sans aucun chauffage, pas du tout adaptées. Mais en 1975, pendant les fouilles au lac Kanaapscow, des aînés cris ont participé pour la première fois aux travaux archéologiques, comme Job Bearskin et sa femme Mary, David Pashagumskum et sa femme Daisy, et d'autres, tous invités par James Chism, qui menait cette campagne de fouilles. L'équipe d'archéologues cet été-là incluait notamment Claude Chapdelaine, Georges Beauchemin, Marcel Laliberté et, bien sûr, Paul Piché, qui a d'ailleurs composé une de ses chansons à ce moment, *Heureux d'un printemps*, assis sur le bord de son trou, comme il dit. Les gens de la Société d'énergie de la baie James (SEB) détestaient Chism, parce qu'il commandait toujours des ravitaillements par la radio, incluant des couches pour les bébés et des balles de fusil pour les chasseurs; or les gens de la SEB n'étaient pas habitués à ce type de commande pour leurs employés! Ce premier contact avec les aînés de Chisasibi, des gens tellement respectueux, tellement ouverts et pleins d'humour et d'amour, même sachant que leurs terres allaient bientôt être noyées, ça m'a beaucoup marqué.

En 1976, j'ai commencé à travailler au lac Caniapiscaw avec la famille Rabbitskin, un autre moment clé. On était très confortables dans des tentes cries avec des poêles à bois, à bien manger du poisson cuisiné pour nous. C'était un autre monde, c'était très différent de travailler avec les communautés, avec les chasseurs cris comme William Rabbitskin et Sam Rabbitskin. Ces derniers, avec leurs connaissances du territoire et la façon traditionnelle de l'habiter, étaient de loin

les meilleurs pour trouver les sites «préhistoriques» durant les inventaires. Pendant les six étés de terrain que j'ai faits à Caniapiscaw, j'ai aussi engagé des dizaines de jeunes de la communauté de Mistissini. Ces expériences avec la communauté de Mistissini et les liens avec la famille Rabbitskin, m'ont aussi marqué.

MC – Et quand as-tu pris la décision de t'installer définitivement dans le Grand Nord?

DD – Au début des années 1980, j'avais déjà commencé à travailler comme consultant pour l'Administration régionale crie, dont le siège social était à Val-d'Or. En 1986, je suis définitivement déménagé de Montréal à Val d'Or. Ma femme Susan avait aussi un emploi chez les Cris. On a pensé aller s'installer dans un village crie, quand le siège social du Grand conseil des Cris a déménagé de Val-d'Or à Nemaska, mais entre-temps, nous avons eu un autre enfant et nous étions bien installés à Val-d'Or, alors nous y sommes restés.

CGS – Michelle, quand tu as pris ta retraite après une carrière dans le sud de la province, tu t'en es allée tout de suite dans le Nord, mais un autre nord, celui des Laurentides. Est-ce que tu te sentais limitée et retenue à Montréal et sentais-tu un besoin viscéral de fuir la ville dès que possible, ou est-ce que la transition fut plus douce et graduelle?

MC – Je me suis toujours dit que dès que je le pourrais, je quitterais la ville, mais j'ai tiré mon chum le plus loin que j'ai pu; il n'aurait pas accepté de me suivre plus au nord encore! Je suis plutôt casanière et j'ai toujours aimé les Laurentides, la forêt, la tranquillité, et le contact avec la faune bien sûr. J'aime aussi l'odeur des Laurentides, qui n'est pas la même que celle des Cantons de l'Est, par exemple. Peut-être aussi parce que j'ai passé plusieurs étés dans le Parc du Mont-Tremblant quand j'étais jeune, ça s'est sans doute incrusté en moi. En plus, avec les moyens d'aujourd'hui je peux continuer à travailler un peu à distance, pour l'Ostéotheque notamment.

DD – Ce que j'ai aimé aussi en me rapprochant du Nord, ça a été de découvrir ces environnements dans toutes leurs saisons, pas seulement l'été comme c'est souvent le cas pour les archéologues. Notamment découvrir la beauté des paysages hivernaux du Nord.

MC – Ça nous force à avoir de l'admiration pour les Autochtones qui ont su habiter ce territoire, s'y adapter, face à ces rudes hivers.

CGS – On a d’ailleurs sans doute un biais dans nos conceptions de l’occupation de sites archéologiques autochtones, que l’on s’imagine à peu près toujours en saison estivale dans nos têtes, dans nos représentations.

Mais j’aimerais passer à un autre sujet, en vous posant une de mes questions habituelles, à savoir quels ont été vos bons coups dans vos carrières respectives? De quoi êtes-vous le plus fiers, qu’est-ce qui vous a particulièrement stimulés?

MC – Tu veux dire à part maintenir l’Ostéoéthèque en vie...!?

CGS – En effet! La création de l’Ostéoéthèque, c’est un bel accomplissement, non?

MC – Oui, et tout un défi! J’ai adoré monter les collections de l’Ostéoéthèque: établir des contacts avec les gens qui pouvaient nous fournir des spécimens, en faire la préparation, organiser les collections, pouvoir y intégrer de nouvelles espèces, j’ai beaucoup aimé ça. Préparer des carcasses, ça pue, mais c’est le fun! J’ai aussi toujours aimé faire des analyses fauniques et j’aime encore ça, même à la retraite. J’ai aussi aimé faire de la mise en valeur, créer des expositions. Et puis nous avons contribué à la création des premiers cours de zooarchéologie, d’abord à l’UQAM, ensuite à l’Université de Montréal. On a vraiment jeté les bases de la zooarchéologie au Québec⁵.

DD – Que penses-tu de l’ostéochéologie ou de la zooarchéologie qui se fait à l’aide de collections virtuelles, en ligne?

MC – Je dirais que ça dépend de l’état des collections à analyser. Dans le cas d’ossements bien préservés, l’identification est possible avec des collections de référence virtuelles, numériques. Mais avec d’autres collections, comme celles de la baie James justement, ou encore les collections de sites paléindiens de l’Estrie sur lesquels on travaille depuis quelques temps⁶, qui sont des collections de minuscules os blanchis, je n’arrive pas à imaginer comment on pourrait réussir à faire des identifications à partir de collections virtuelles, tellement il faut les regarder de près, sous le microscope parfois. Ce serait beaucoup plus difficile et beaucoup plus long. Peut-être lorsqu’un jour on inventera une machine dans laquelle on pourra mettre un os et qu’il en ressortira avec une identification!

CGS – Qui sait, avec l’aide de l’intelligence artificielle ou de la génétique? Et puis, il y a déjà la zooarchéologie par spectrométrie de masse

(ZooMS) qui fait déjà un peu ça, mais ça nécessite des équipements complexes et c’est dispendieux, je l’admets.

MC – Oui, alors pour le moment il nous faut encore de bonnes vieilles collections de référence matérielles.

DD – De mon côté, j’étais très heureux de voir comment les communautés pouvaient se reconnaître dans des projets d’archéologie de sauvetage, notamment avec les projets de la rivière Eastmain, même si le contexte était très difficile. J’en suis très fier. On y a aussi réalisé de beaux projets de mise en valeur, à travers des films notamment, et une exposition qui a voyagé dans les communautés. Incroyablement, après des décennies de recherches archéologiques dans la région, cette exposition représentait la première occasion où les gens des communautés pouvaient voir les objets découverts sur leur territoire.

Il y a aussi la première publication, le premier ouvrage collectif sur l’archéologie de la baie James, aussi publié récemment⁷; c’était la première fois qu’on avait une publication de ce genre, plutôt que de simplement produire encore des rapports. Je pense également à un projet à Wemindji, qui a permis de faire connaître la tradition orale et qui a mené à la publication d’un petit livre que la communauté a vraiment apprécié⁸. Un autre projet, pas du tout archéologique, mais qui m’a appris tellement de choses, portait sur la toponymie crie et les histoires orales associées à des lieux partout sur le territoire. Je me suis penché sur ce projet pendant quelques années au début des années 1990 dans les communautés de Whapmagoostui, Waswanipi et Waswanipi⁹. J’ai appris autant qu’à travers l’archéologie, c’était fascinant, et ces données forment une archive très utile pour ces communautés dans leurs réflexions sur le patrimoine associé aux territoires.

CGS – À travers cette discussion, je réalise que vous avez en commun un certain intérêt pour la diffusion et la mise en valeur. Quel intérêt y trouvez-vous, pourquoi est-ce important pour vous?

MC – Je pense qu’il faut éviter de travailler en vases clos et que pour mieux justifier ce qu’on fait, on doit pouvoir l’expliquer clairement au grand public. L’archéologie permet d’expliquer l’enracinement dans le territoire, celui des Autochtones comme celui des Allochtones. D’en montrer la profondeur historique.

CGS – Je sais que l'écriture c'est important pour toi et que tu as toujours le souci de trouver le mot juste. Est-ce aussi dans l'esprit d'utiliser un style, moins lourd, moins technique, donc plus littéraire et plus accessible ?

MC – Norman Clermont me disait « quand tu écris quelque chose en archéologie, il faut t'arranger pour que ta mère trouve ça intéressant » ! Mon codirecteur de thèse, un biologiste, a une autre manière de faire, avec un style beaucoup plus technique, avec moins de « poésie ».

DD – Moi, c'est par le lien direct avec les gens que j'ai développé cet intérêt pour la diffusion. Et j'ai réalisé que c'est à travers la vulgarisation que l'on se rend compte de ce que l'on sait et de ce que l'on ne sait pas. Si on retire toute la terminologie archéologique, parfois il ne reste pas grand-chose à raconter et on se rend compte des limites de nos connaissances. C'est vraiment un exercice important qui nous amène à sortir de nos habitudes faciles. C'est à travers ces moyens-là que la perception qu'avaient les Autochtones de l'archéologie a commencé à changer, pas à travers nos publications scientifiques qu'ils ne lisent pas.

MC – Est-ce que tu crois que ces activités de diffusion ont pu susciter des vocations d'archéologie au sein de la communauté ?

DD – Oui, j'en avais l'espoir et l'impression, mais au final, ces gens trouvent d'autres emplois dans la communauté, par exemple des agents culturels, donc des domaines reliés, ce qui est vraiment encourageant, mais pas directement en archéologie, parce que le besoin était plus criant là qu'en archéologie. Sans parler du fait que devenir archéologue demande une formation beaucoup plus longue.

CGS – Le revers de ma question sur vos bons coups, c'est de vous demander maintenant de quoi êtes-vous moins fiers, ou du moins, quels seraient vos regrets, par exemple des projets qui ne seraient jamais concrétisés ou qui ne se seraient pas passés comme prévu ?

DD – La question qui tue !

MC – Je n'ai pas vraiment de regrets, mais c'est certain que j'aurais aimé que l'Ostéothèque ait une plus grande ampleur, contienne plus de spécimens ostéologiques, même si elle répond adéquatement aux besoins. On avait beaucoup de latitude au début pour créer l'Ostéothèque, mais aujourd'hui les règles sont différentes ; il y a plus de règlements, de bureaucratie, c'est plus lourd.

C'est plus difficile d'obtenir des spécimens pour des espèces aujourd'hui menacées, par exemple. Il manque aussi des assises plus solides encore, pour l'archéologie en général d'ailleurs, pas seulement la zooarchéologie. J'ai l'impression qu'on travaille toujours un petit bout à la fois, en pièces détachées, pas de manière intégrée.

CGS – As-tu des craintes pour la pérennité de l'Ostéothèque ?

MC – Oui, bien sûr. Ça m'inquiète toujours. Il ne faut pas que ça disparaisse, on y a tellement investi.

DD – Moi, un regret que j'ai c'est de ne pas avoir terminé ma thèse de doctorat...

MC – On est deux !

DD – Mais je ne veux pas y retravailler pour la terminer, d'autant plus que mon directeur est au ciel maintenant. Mais j'en ai tiré plusieurs publications, et il y en aura peut-être d'autres.

MC – Est-ce que tu aurais voulu œuvrer dans le monde universitaire, si tu avais terminé ta thèse ? Est-ce que c'était ton objectif ?

DD – Non, et toi ?

MC – Non, moi non plus. Je n'ai jamais eu d'ambition universitaire. J'aime aller donner des conférences à l'université, rencontrer des étudiants, mais pour moi être professeur d'université, c'est comme une mission, je n'ai pas la patience pour ça. Je les trouve bons les professeurs de faire ce qu'ils font. Parfois j'aimerais finir ma thèse. Je le ferai peut-être, mais je trouve ça difficile de rendre la réalité par l'écriture. Je trouve que les comportements humains se rendent difficilement par l'écrit. Ça explique aussi le souci de trouver le mot juste évoqué tout à l'heure.

CGS – Je vous comprends. Le milieu académique à ses avantages et ses défauts, et n'est pas la seule filière pour une carrière en archéologie.

MC – Mais j'ai toujours aimé collaborer avec des chercheurs universitaires. Je me suis toujours considérée « à côté » d'eux. On a toujours contribué à la recherche, mais à notre manière.

DD – Moi j'aurais aimé avoir plus de contacts avec les universitaires, plus de collaborations avec eux, mais la nature de mon travail avec les communautés autochtones ne s'y prêtait pas toujours, surtout qu'avec le temps on a cessé d'engager des étudiants universitaires pour engager des jeunes des communautés où on travaille. On a travaillé

souvent avec d'autres chercheurs, comme Christian Roy et Jean-Yves Pinal, mais peu avec des universitaires.

Mais je voudrais parler d'un autre regret, qui touche à la formation. Je regrette que l'on n'ait pas créé davantage de projets de formation, des projets plus développés, plus intégrés, pour les jeunes des communautés, un peu comme ce que propose Adrian Burke dans sa note de recherche¹⁰. On n'a peut-être pas pris ça assez au sérieux, on a peut-être trop travaillé au cas par cas, un individu à la fois, plutôt qu'à une plus grande échelle.

CGS – Dirais-tu que la distance qui sépare les Autochtones des Allochtones, et qui me semble plus grande au Québec qu'ailleurs, explique en partie ce manque d'intérêt ou de volonté de travailler ensemble pour former une première génération d'archéologues autochtones ? Après tout, il n'y a toujours pas d'archéologues autochtones au Québec, avec une maîtrise ou un doctorat en archéologie, alors qu'il y en a ailleurs au Canada et aux États-Unis. Même chose pour la décolonisation de l'archéologie qui me semble plus avancée ailleurs qu'ici, non ?

DD – En effet, cette différence existe, et on le voit au niveau académique aussi, où l'archéologie collaborative est presque rendue la norme ailleurs, dans l'Ouest canadien notamment. Mais je ne sais pas exactement comment expliquer cette différence. Est-ce qu'il y a un lien avec le niveau d'acceptation du multiculturalisme qui n'est pas le même ? Est-ce lié à la question identitaire, qui prend une autre forme au Québec qu'ailleurs ? Je ne sais pas.

Cela dit, ce n'est pas qu'au Québec. Quand j'ai monté le numéro spécial de la revue *Recherches amérindiennes au Québec* sur l'archéologie collaborative¹¹, je n'ai pas pu trouver d'exemples d'une telle archéologie publiés en français à l'extérieur du Québec, tandis que j'en trouvais en espagnol pour l'Amérique du Sud par exemple.

MC – C'est peut-être aussi une question de moyens, qui sont plus limités au Québec.

DD – Il faudrait peut-être comparer les réglementations, qui diffèrent d'une province à l'autre, et qui dans certains cas facilitent ou encouragent peut-être davantage la collaboration autochtone. Mais il faut dire aussi qu'au Québec on a développé d'autres modèles, avec l'appui du ministère de la Culture et des Communications, qui ont permis des initiatives comme celles auxquelles

j'ai participé auprès des Cris, ou encore le modèle d'Avataq dans l'Arctique ou d'Archéo-Mamu sur la Côte-Nord. La personne clé derrière ça au ministère, c'était Charles Martijn, au début en tout cas.

Par ailleurs, je ne sais pas comment les demandes de permis de recherche sont traitées au ministère, et comment se fait la consultation autochtone à ce propos, comment on détermine qui doit être consulté. Mais est-ce que ça pourrait se faire mieux ?

CGS – Est-ce que cette *consultation* pourrait être davantage une *collaboration*, par exemple ?

DD – Oui, c'est ça.

CGS – Alors, comment voyez-vous l'avenir de l'archéologie ? Sans vous demander de prédire l'avenir, y a-t-il des idées ou des mouvements actuels qui vous semblent inspirants ou prometteurs ?

DD – L'archéologie collaborative va bien sûr continuer à se développer. On va peut-être combler le retard dont on vient de parler.

MC – Moi je me réjouis de voir l'intérêt continu envers la zooarchéologie exprimé par les étudiants, mais ce qui ne change pas, c'est qu'on en vit difficilement. Alors, ils finissent par se tourner vers autre chose. Il faudrait donc plus de financement, et plus de continuités de projets, surtout en archéologie préventive.

CGS – Dans certaines provinces, en Ontario notamment, les règlements ou législations exigent qu'il y ait un minimum d'analyse zooarchéologique qui soit produite pour tout projet livrant des assemblages fauniques, ce qui explique peut-être que dans cette province il y a plusieurs zooarchéologues professionnels et qu'ils peuvent en vivre à l'année.

MC – Oui, et en plus ici au Québec, on se contente souvent de simples listes d'identifications fauniques, mais sans véritable analyse des collections. Je ne veux blâmer personne, mais il reste que la logique d'avoir les plus bas coûts possibles ne favorise pas ce type d'analyses plus poussées. Ça contribue à fragiliser les assises déjà peu solides de la zooarchéologie au Québec, comme je le disais tout à l'heure.

CGS – Mais les firmes privées font ce qu'elles peuvent avec les moyens et conditions qu'on leur donne. Donc est-ce aux donneurs de contrats de changer leur façon de faire et d'offrir les conditions nécessaires ?

MC – Oui, c'est certain. Ils devraient revoir les exigences minimales et offrir les moyens de les atteindre.

CGS – Pour ma dernière question, j'aimerais vous demander quels sont vos plans de retraite, vos projets pour les prochaines années, que ce soit en archéologie ou pas ?

MC – Pour le moment, je suis en semi-retraite, car même si j'ai pris ma retraite de Parcs Canada, je continue évidemment de m'occuper de l'Ostéo-thèque. Il faudra aussi travailler sur la « passation » de l'Ostéo-thèque, car Claire St-Germain et moi on va devoir passer la main, mais on veut le faire correctement pour assurer sa pérennité. Aussi, mon plan de complétion de ma thèse de doctorat est encore vivant, mais je ne suis pas pressée non plus !

DD – Dernièrement, j'ai entrepris un projet avec Moira McCaffrey, à la demande des Naskapis, qui veulent établir une aire protégée dans les terres qui entourent l'ancien poste de traite de Fort-McKenzie, incluant le lac Cambrien sur la rivière Caniapiscou et un autre grand lac qui s'appelle Nachicapau. Nous avons commencé par une étude de potentiel l'année dernière et nous avons enchaîné avec un premier inventaire l'été dernier. C'est génial comme projet, ça me permet de renouer avec le terrain, ce que j'ai moins souvent eu l'occasion de faire ces dernières années à cause de mes autres obligations professionnelles. Il y a de bonnes chances que l'on y retourne cet été pour une deuxième campagne d'inventaire. Je l'espère en tout cas.

J'ai également des projets d'écriture, notamment à propos de la maison-longue trouvée au lac Caniapiscou. J'ai aussi un projet avec Dario Izaguirre et l'Institut culturel cri à Oujé-Bougoumou ; il s'agirait de retourner dans la région de la rivière Eastmain pour inspecter les berges dénudées par l'action des glaces et du changement du niveau des eaux dans la zone de marnage du réservoir Eastmain-1, et voir leur impact sur les sites archéologiques, notamment l'exposition de sépultures et leur perturbation. Là aussi, je vois du retard au Québec. On investit beaucoup sur la sauvegarde des sites archéologiques avant la construction d'aménagements hydroélectriques, mais pas après les travaux, même si les sites archéologiques continuent d'être affectés par ces aménagements. Bref, j'espère que dans notre cas, ça deviendra un projet annuel, récurrent.

CGS – C'est très intéressant comme idée, j'espère qu'on verra davantage ce type de projets à l'avenir.

Dis-moi Michelle, en terminant ; tu t'es beaucoup intéressée aux poissons dans ta carrière, mais je sais que tu aimes aussi beaucoup les chiens, tu en as à la maison, je crois. Donc il me vient une question improvisée ; es-tu plus poisson ou plus chien dans la vie ? Quel serait ton animal totemique, celui qui te représente le mieux ?

MC – Ce serait l'anguille !

CGS – Pourquoi ?

MC – Parce qu'il y a tellement d'histoires autour de l'anguille, c'est tout un monde. Ma thèse de doctorat porte d'ailleurs sur l'exploitation de l'anguille. Sinon, j'ai un caractère de chien ! Je suis gentille, je donne la patte, mais parfois je mords ! Mais j'aime aussi l'ours. En fait, tous les animaux m'intéressent.

DD – C'est une question souvent posée par les psychologues ! Dans mon cas je dirais la loutre. C'est un animal qui aime s'amuser, dans l'eau comme dans la neige. Ceci dit, on m'a déjà comparé au brochet, parce que je suis longiforme et que je nage bien...

CGS – C'est intéressant, vous avez tous les deux nommé des animaux qui aiment l'eau.

MC – C'est toujours intéressant de parler du bestiaire !

CGS – En effet ! Merci Michelle, merci David.

Notes

1. Biologiste spécialiste de l'ichtyologie, né en 1917, décédé en 1985.

2. Michelle Courtemanche et Vianney Legendre (1985) « Os de poissons : nomenclature codifiée, noms français et anglais ». Rapport technique 06-38. Direction régionale de Montréal, ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Montréal.

3. Bruce G. Trigger (2014) *A History of Archaeological Thought*. 2^e édition. Cambridge University Press, Cambridge.

4. David Denton (1976) « Établissement du xx^e siècle : recherche ethnoarchéologique dans la région du lac Kanaaupskow ». *Recherches amérindiennes au Québec* 6(2) : 38-55.

5. Voir : Évelyne Cossette (1993) « Histoire régionale de la zooarchéologie : la zooarchéologie au Québec ». *Canadian Zooarchaeology / Zooarchéologie canadienne* 3 : 2-11 ; et Michelle Courtemanche et Claire Saint-Germain (2006) « Nouvelles de la zooarchéologie québécoise ». *Canadian Zooarchaeology / Zooarchéologie canadienne* 24 : 10-12.

6. Claire St-Germain, Michelle Courtemanche et Christian Gates St-Pierre (2020) « Il y a 10000 ans, des histoires de

chasse et de pêche au site paléoindien Kruger 2 ». Dans C. Chapdelaine (éd.) *Kruger 2: Un site du Paléoindien récent à Brompton*, Coll. Paléo-Québec n° 39. Recherches amérindiennes au Québec, Montréal: 201-218.

7. Pierre Bibeau, David Denton et André Burroughs (éd.) (2015) *Ce que la rivière nous procurait: Archéologie et histoire du réservoir de l'Eastmain-1*. Coll. Mercure, Archéologie n° 175. Musée canadien de l'histoire, Gatineau.

8. David Denton (2001) *A Visit in Time: Ancient Places, Archaeology, and Stories from the Elders of Wemindji*. Cree Regional Authority, Nemaska.

9. David Denton (2007) "The Land as an Aspect of Cree History: Exploring Whapmagoostui Cree Place Names." Dans H. C. Wolfart (éd.) *Papers of the Thirty-Eighth Algonquian Conference* 38, University of Manitoba, Winnipeg: 143-154.

10. Adrian L. Burke (2018) « La formation d'Autochtones en archéologie au Québec et au Canada ». *Recherches amérindiennes au Québec* 48(3): 105-111.

11. David Denton et Marianne Gaudreau (éd.) (2018) « L'archéologie autochtone: des approches communautaires et collaboratives ». *Recherches amérindiennes au Québec* 48(3).

Cette entrevue a été réalisée le 20 janvier 2022 par visioconférence. Le texte de l'entrevue a été légèrement édité afin d'abrégier la transcription et la rendre plus fluide, tout en veillant à conserver le sens des propos recueillis.

**MERCI À NOTRE
PARTENAIRE**



ARCHÉO-QUÉBEC